



30 juillet 2018

(18-4778)

Page: 1/3

**PROROGATION DE LA DÉROGATION CONCERNANT LE SYSTÈME
DE CERTIFICATION DU PROCESSUS DE KIMBERLEY
POUR LES DIAMANTS BRUTS**

DÉCISION PORTANT OCTROI D'UNE DÉROGATION DU 26 JUILLET 2018¹

Le Conseil général,

Exerçant les fonctions de la Conférence ministérielle dans l'intervalle entre les réunions, conformément au paragraphe 2 de l'article IV de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce (l'"Accord sur l'OMC"),

Eu égard aux paragraphes 1, 3 et 4 de l'article IX de l'Accord sur l'OMC, aux Directives concernant l'examen des demandes de dérogation adoptées le 1^{er} novembre 1956 (IBDD, S5/25) et au Mémoire d'accord concernant les dérogations aux obligations découlant de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (le "Mémoire d'accord"),

Rappelant que par une Décision du 15 mai 2003 le Conseil général a accordé à certains Membres² une dérogation aux obligations découlant des paragraphes 1 de l'article I^{er}, de l'article XI et de l'article XIII du GATT de 1994 pour la période allant du 1^{er} janvier 2003 au 31 décembre 2006³,

Rappelant que par une Décision du 15 décembre 2006 le Conseil général a accordé à certains Membres⁴ une dérogation aux obligations découlant des paragraphes 1 de l'article premier, de l'article XI et de l'article XIII du GATT de 1994 pour la période allant du 1^{er} janvier 2007 au 31 décembre 2012⁵,

Rappelant que par une Décision du 14 décembre 2012 le Conseil général a accordé à certains Membres⁶ une dérogation aux obligations découlant des paragraphes 1 de l'article premier, de l'article XI et de l'article XIII du GATT de 1994 pour la période allant du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2018 (la "dérogation existante")⁷,

Prenant note de la demande présentée par les Membres énumérés dans l'annexe à l'effet d'obtenir une prorogation de la dérogation existante en ce qui concerne leurs mesures internes visant à réglementer le commerce international des diamants bruts conformément au système de certification du processus de Kimberley,

Notant que la présente décision ne préjuge pas de la compatibilité des mesures internes prises conformément au système de certification du processus de Kimberley avec les dispositions

¹ Adoptée conformément aux Procédures de prise de décisions au titre des articles IX et XII de l'Accord sur l'OMC approuvées par le Conseil général en novembre 1995 (WT/L/93).

² Australie, Brésil, Canada, Corée, Émirats arabes unis, États-Unis, Israël, Japon, Philippines, Sierra Leone, Thaïlande.

³ WT/L/518.

⁴ Australie, Botswana, Brésil, Canada, Corée, Croatie, Émirats arabes unis, États-Unis, Inde, Israël, Japon, Maurice, Mexique, Norvège, Philippines, Sierra Leone, Taipei chinois, Thaïlande, Venezuela.

⁵ WT/L/676.

⁶ Australie, Botswana, Brésil, Canada, Corée, Croatie, États-Unis, Fédération de Russie, Inde, Israël, Japon, Mexique, Norvège, Nouvelle-Zélande, Philippines, République bolivarienne du Venezuela, Singapour, Taipei chinois, Thaïlande, Turquie et Union européenne.

⁷ WT/L/876.

de l'Accord sur l'OMC, y compris les exceptions pertinentes aux règles de l'OMC, et que la dérogation existante a été accordée et est prorogée pour des raisons de sécurité juridique,

Reconnaissant que le trafic des diamants de la guerre demeure une grave question internationale, qui a eu des rapports directs avec le financement des conflits armés, les activités des mouvements rebelles cherchant à ébranler ou à renverser des gouvernements légitimes et le trafic illicite et la prolifération des armes, en particulier des armes petites et légères,

Reconnaissant le caractère humanitaire exceptionnel de cette question ainsi que les effets dévastateurs des conflits alimentés par le trafic des diamants de la guerre sur la paix et la sécurité des populations des pays touchés, ainsi que les violations graves et systématiques des droits de l'homme qui sont commises lors de tels conflits,

Notant les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité de l'ONU adoptées au titre du chapitre VII de la Charte des Nations Unies et la contribution des participants au système de certification du processus de Kimberley à la mise en œuvre des mesures prévues par ces résolutions,

Notant en outre le fait que le système de certification du processus de Kimberley a répondu à l'appel lancé par l'Assemblée générale des Nations Unies pour que l'on mette au point rapidement et minutieusement des mesures efficaces et pragmatiques propres à remédier au problème des diamants de la guerre,

Reconnaissant l'importance et l'efficacité du système de certification du processus de Kimberley pour mettre un terme au trafic des diamants de la guerre,

Notant la Résolution S/RES/1459 (2003) du Conseil de sécurité de l'ONU, qui vient à l'appui du système de certification du processus de Kimberley,

Notant que la dérogation existante arrive à expiration le 31 décembre 2018,

Reconnaissant les intérêts de nombreux Membres de l'OMC dans le commerce légitime des diamants bruts,

Notant l'assurance donnée par les Membres énumérés dans l'annexe de leur intention d'engager, dans les moindres délais, avec tout Membre intéressé qui en fait la demande des consultations au sujet de toute difficulté ou question qui pourrait se poser du fait de la mise en œuvre au niveau national du système de certification du processus de Kimberley pour les diamants bruts,

Considérant que, compte tenu de ce qui précède, il continue d'exister des circonstances exceptionnelles qui justifient la prorogation de la dérogation existante,

Décide ce qui suit:

1. En ce qui concerne les mesures prises par un Membre dont le nom figure dans l'annexe, qui sont nécessaires pour interdire l'exportation de diamants bruts à destination de pays qui ne participent pas au système de certification du processus de Kimberley, conformément au système de certification du processus de Kimberley, il est dérogé aux paragraphes 1 de l'article premier, de l'article XI et de l'article XIII du GATT de 1994 à compter du 1^{er} janvier 2019 et jusqu'au 31 décembre 2024.
2. En ce qui concerne les mesures prises par un Membre dont le nom figure dans l'annexe, qui sont nécessaires pour interdire l'importation de diamants bruts en provenance de pays qui ne participent pas au système de certification du processus de Kimberley, conformément au système de certification du processus de Kimberley, il est dérogé aux paragraphes 1 de l'article premier, de l'article XI et de l'article XIII du GATT de 1994 à compter du 1^{er} janvier 2019 et jusqu'au 31 décembre 2024.
3. La présente dérogation s'applique également aux mesures mettant en œuvre le système de certification du processus de Kimberley et prises par tout Membre dont le nom ne figure pas dans l'annexe de la présente décision, qui souhaite être couvert par la présente dérogation

et qui le notifie au Conseil du commerce des marchandises ou qui l'a déjà fait conformément à la dérogation en vigueur.

4. Les Membres qui bénéficient de la présente dérogation devraient notifier au Conseil du commerce des marchandises leurs mesures mettant en œuvre le système de certification du processus de Kimberley dans la mesure où ils ne l'ont pas déjà fait conformément à la dérogation existante.
5. Les Membres qui bénéficient de la présente dérogation ont l'intention d'engager, dans les moindres délais, avec tout Membre intéressé qui en fait la demande des consultations au sujet de toute difficulté ou question qui pourrait se poser du fait de la mise en œuvre des mesures réglementant l'exportation ou l'importation de diamants bruts visées par la présente dérogation; lorsqu'un Membre considérera qu'un avantage résultant pour lui du GATT de 1994 risque d'être ou est indûment compromis du fait de cette mise en œuvre, ces consultations porteront sur les mesures qu'il serait possible de prendre en vue de régler la question de manière satisfaisante.
6. Tout Membre qui considérera que les mesures réglementant l'importation ou l'exportation de diamants bruts visées par la présente dérogation sont appliquées d'une manière incompatible avec la présente dérogation ou que tout avantage résultant pour lui du GATT de 1994 risque d'être ou est indûment compromis du fait des mesures visant à mettre en œuvre le système de certification du processus de Kimberley visé par la présente dérogation et qui considérera que les consultations se sont révélées insatisfaisantes, pourra porter la question devant le Conseil général, qui l'examinera dans les moindres délais et formulera toutes recommandations qu'il jugera appropriées.
7. La présente dérogation ne portera pas atteinte au droit des Membres affectés de recourir aux articles XXII et XXIII du GATT de 1994.

ANNEXE

Afrique du Sud; Australie; Botswana; Brésil; Cambodge; Canada; États-Unis; Fédération de Russie; Guyana; Inde; Japon; Kazakhstan; Malaisie; Maurice; Monténégro; Namibie; Norvège; Panama; République de Corée; Sierra Leone; Singapour; Sri Lanka; Suisse; Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu; Thaïlande; Turquie; Ukraine; et Union européenne.
